

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

1 F L'Humanité Rouge
B.P. 365-02 ; Paris R.P.
C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

3^e ANNEE N° 121
JEUDI 4 NOVEMBRE 71

Victoire des peuples révolutionnaires la Chine à l'O.N.U.

En approuvant par une majorité écrasante la résolution présentée par l'Albanie, l'Algérie et seize autres pays, l'Assemblée Générale de l'O.N.U. a mis fin à une situation injuste et absurde depuis plus de vingt années.

Car c'est bien depuis ce temps-là que l'impérialisme américain, fortifié par la deuxième guerre mondiale, a imposé à l'O.N.U. la clique du fantoche Tchiang Kai-chek. Celui-ci ne représente que les forces d'occupation installées illégalement par les U.S.A. dans la province chinoise de Taïwan, pourtant restituée à la Chine après son évacuation par les fascistes japonais.

Mais à partir de 1945, l'impérialisme américain s'est cru le maître du monde. Sa force énorme comparée à la faiblesse des autres nations épuisées par la grande guerre anti-fasciste lui a permis à l'époque, malgré les efforts des pays socialistes, de tourner en dérision l'O.N.U., de tourner en dérision la volonté immense des peuples de rassembler toutes les nations du monde pour construire enfin un monde de paix. Car les impérialistes américains eux, ennemis des peuples, étaient loin d'y être décidés. Ils ne tardèrent pas à le montrer. Ils avaient déjà expérimenté la bombe atomique sur le peuple japonais, alors que les impérialistes japonais étaient prêts à la reddition, pour préparer une guerre future. Ils déployèrent leur armada pour soutenir Tchiang Kai-chek contre le peuple chinois héroïque et le glorieux parti qui l'avait conduit à la victoire face aux criminels envahisseurs japonais. Ils agressèrent le peuple coréen. Ils violèrent les accords de Genève sur l'Indochine, etc.

Mais aujourd'hui l'empire américain s'effondre de toutes parts. Ajoutée à ses défaites militaires face aux magnifiques peuples indochinois et aux autres peuples révolutionnaires, la restitution à la République Populaire de Chine, forte de 700 millions d'hommes, de ses droits légitimes à l'O.N.U. prend la valeur d'un symbole éclatant : celui de la victoire du monde nouveau des opprimés et de la faillite totale des oppresseurs. Car à la tribune de l'O.N.U., comme à celle du Conseil de Sécurité, ce n'est pas seulement la République Populaire de Chine qui prendra la parole, mais une voix de plus, d'une portée prestigieuse, pour défendre les principes de l'égalité des peuples, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat, pour dénoncer l'impérialisme américain agresseur et tous ses laquais.

VIVE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE !

VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES PEUPLES CONTRE L'IMPERIALISME AMERICAIN ET SES LAQUAIS !



Affiche chinoise illustrant l'internationalisme prolétarien.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

WENDEL-SIDELOR (Lorraine)

Grèves et manifestations multiples ripostent à l'incroyable prétention de la direction du groupe sidérurgique qui a annoncé son intention de licencier 12 000 ouvriers au cours des trois prochaines années.

De nombreuses usines Lorraines ont rejoint dans la grève les ouvriers de Wendel et les mineurs de fer, pour s'opposer à tout licenciement.



ROUSSEL-UCLAF (Seine-Saint-Denis)

Plusieurs centaines de travailleurs du groupe ont manifesté le 29 octobre devant le siège de l'entreprise pour affirmer leur détermination de faire échec à l'annonce de 1 000 licenciements dans les 6 prochains mois.



TEMZINI-PONT-A-MOUSSON (Cagnes-sur-Mer)

60 employés de l'agence locale de l'entreprise ont décidé la grève illimitée avec occupation des locaux pour s'opposer aux licenciements massifs prévus par la direction.

Contre les menaces de licenciement, occupons les usines!



FILATURE GLUCK ET CIE (Mulhouse)

Les 700 ouvriers qui occupent l'usine depuis 15 jours ont affronté les CRS, appelés par la direction pour « protéger son musée privé de voitures anciennes ». C'est sur le dos des travailleurs que ce sinistre Individu collectionne ses coûteux joujoux. Mais ces derniers l'obligent à céder et à leur accorder la légitime augmentation de salaires qu'ils revendiquent.

ENTREPRISE SAMADA (Rungis)

Grève des 200 travailleurs pour exiger une augmentation de un franc sur le salaire de base. La plupart d'entre eux sont des travailleurs immigrés d'origine algérienne, tunisienne ou marocaine.



DOCKERS (Dunkerque)

4 500 dockers ont à nouveau cessé le travail pour accompagner à sa dernière demeure l'un d'entre eux, tué sur un chantier. C'est le 5^e accident mortel en une semaine sur les chantiers de Dunkerque. La colère gronde chez tous les ouvriers qui exigent l'amélioration des conditions de sécurité dans leur travail.



SCHOLTES (Wolpny)

Les 220 ouvriers des ateliers de Polissage ont rejoint dans la grève les 215 ouvriers de l'atelier de montage qui ont cessé le travail depuis 15 jours.

Tous exigent une augmentation générale des salaires.



SAINT-NICOLAS DE REDON (Ile-et-Vilaine)

Les 750 ouvriers de l'usine Bertrand Faure qui fabrique des sièges de voiture pour Citroën ont déclenché une grève pour imposer une augmentation uniforme des salaires de 0,25 F de l'heure.

Citroën a fait donner ses commandos CFT, mais sans succès: la grève se poursuit.

A bas la hiérarchie des salaires!

Les patrons peuvent payer!



VERRERIES DES JONQUERES (Saint-Gobain)

Pour riposter à la tentative de lock-out de la direction, les tra-

vailleurs ont massivement voté la grève avec occupation. Ils exigent la satisfaction de leurs revendications, laissées sans réponse depuis plus d'un an:

- augmentation générale des salaires;
- amélioration des conditions de travail;
- La retraite à 60 ans;
- Révision des classifications.



EDF-GDF

3 000 gaziers et électriciens à Paris, 1 500 à Lyon, ont manifesté leur colère devant le siège de leur direction. Ils exigent le maintien du pouvoir d'achat et la semaine de 40 heures.



TRAVAILLEURS D'AIR-FRANCE (Antilles)

Grèves de 4 jours en Martinique et Guadeloupe pour protester contre la hausse massive des prix et imposer une prime de vie chère.



IDEAL STANDARD (Jura)

Grève des ouvriers de l'usine qui exigent une augmentation des salaires, la retraite à 60 ans et la fin des brimades frappant les militants syndicaux.



BORDEAUX-BASSENS (sur le Port)

A l'usine de Carbon-black de Michelin, les ouvriers sont en grève depuis 15 jours pour les salaires. Pendant une dizaine de jours, les jaunes, les cadres et la direction ont été vidés des lieux par les grévistes.

Les syndicats ont obtenu (avec peine semble-t-il) que jaunes et cadres puissent à nouveau rentrer sous prétexte de négociations...

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Un camarade	Allemagne	5	F
Un sympathisant	Bouches-du-Rhône	20	F
Un lecteur	Puy-de-Dôme	1	F
C.D.H.R. Staline	Puy-de-Dôme	11	F
Un travailleur espagnol	Aveyron	5	F
C.D.H.R. Nguyen Van Troi	Région Parisienne	200	F
Un lecteur	Région Parisienne	0,20	F
Deux ouvriers marxistes-léninistes	Région Parisienne	5	F
Un lecteur (versement mensuel)	Paris	5	F
C.D.H.R. Lacazette	Banlieue Parisienne	25	F
Soutien à la lutte de H.R.	Région Parisienne	34,50	F
Pour une H.R. quotidien	Région Parisienne	10	F
Soutien à notre presse	Région Parisienne	5	F
Un sympathisant	Région Parisienne	2	F
Une amie de l'H.R.	Région Parisienne	5	F
Pour une H.R. quotidien	Région Parisienne	10	F
Un artisan et un employé	Région Parisienne	150	F
Un ancien délégué CGT sympathisant de l'H.R.	Région Parisienne	1	F
Un cheminot retraité	Région Parisienne	1	F
Un travailleur immigré	Région Parisienne	2	F
Anonyme	Bouches-du-Rhône	10	F
G.L.	Bouches-du-Rhône	2	F
C.D.H.R. soutien à notre presse	Montpellier	100	F
Un jeune travailleur	Paris	4	F
Comité de Rédaction de l'H.R.	Paris	260	F
Total de la semaine		873,70	F
Total précédent		109 069,52	F
Total général		109 943,22	F

Lettre d'un vieux militant, SUR LE BANC DU SQUARE...

Sur le banc du square de mon quartier mon vieux camarade de travail et de combat, Nicolas, devisait avec son neveu, Bernard.

Bernard: « Si j'étais assez instruit je rédigerais bien des articles pour notre courageux "H.R." qui a tant besoin de notre collaboration. C'est que je ne sais par quel bout m'y prendre. »

Nicolas: « Ecoute petit, souviens-toi du jour où le père André fut expulsé de son logement avec saisie de son meuble mobilier étant endetté par suite d'un tas de malheurs. Devant la triste situation poussé par la juste colère tu es monté sur une caisse et avec chaleur tu as mis à nu les carences de l'actuelle société pourrie en expliquant que surtout depuis 1958 le coût de la vie n'a cessé de monter en flèche, les impôts des petites gens ont augmenté et d'autres s'en sont créés; les salaires baissent ne pouvant rattraper la montée vertigineuse des prix des articles de prime nécessité, nos frères de misère et ceux des villes, les employés, les petits commerçants et artisans ainsi que les vieux travailleurs avec leurs pensions de maigreur squelettique sont victimes de l'insatiable appétit des requins de la haute finance.

Tu as dit aussi qu'il n'y a pas de Justice, car la « Justice » est liée au service des gros bonnets. Enfin tu leur as expliqué clairement que l'on peut se débarrasser de ses chaînes si l'on est tous unis, car nous avons le nombre et la juste cause en notre faveur... Et les honnêtes gens l'ont compris.

Sache, filon, que ECRIRE c'est parler par écrit de même que PARLER c'est écrire; donc on peut écrire ce que l'on a dit. Ce n'est donc pas difficile. Toi, exploité, tu te feras mieux comprendre par les masses travailleuses qu'une pléiade de journalistes professionnels qui, eux, ne sentent pas notre douleur.

Va, écris ce que tu a dis aux DAMNES DE LA TERRE. »

Lettre d'un travailleur

Je travaille dans une petite entreprise de transports, à peu près 45 chauffeurs. Je suis tombé malade. Je n'avais pas d'argent pour acheter mes médicaments. J'ai demandé une avance sur ma paye. On me l'a refusée. De plus, il n'y a pas eu moyen que je me fasse rembourser par la Sécurité sociale, car le patron n'avait pas fait changer ma carte de Sécurité sociale. J'ai été à la mairie (qui est tenue par le P.-C.-F.) où j'ai vu l'assistante sociale. Elle m'a répondu qu'elle ne pouvait rien faire pour moi à cause de mon passé*. Ces gens-là ils se demandent pourquoi on peut pas les voir! Chaque mois, le patron me retire de l'argent pour la Sécurité sociale et quand je tombe malade, j'ai droit à rien. C'est pas l'envie qui me manque de lui casser la figure, à ce monsieur!

Un ouvrier.

* Ce travailleur en question a subi une peine de prison après avoir « fait une bêtise ».

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maoïste-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles):

- timbres-poste
 - chèque bancaire
 - virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source
- Nom et adresse (facultatifs)
- Date:
- Signature

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	10 F	20 F	40 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
	Etranger:			
	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

TRAVAILLEUR QUI LIS L'HUMANITE ROUGE SOUTIENS TON JOURNAL ! ECRIS-LUI POUR DENONCER LE CAPITAL ET TOUS SES VALETS! L'HUMANITE ROUGE EST UNE ARME DE LA CLASSE OUVRIERE

CONTRE LE CHOMAGE ET LES LICENCIEMENTS CLASSE CONTRE CLASSE !

Les bavardages des monopolistes de la « nouvelle société » de « concertation », de « contrat de progrès social », de « participation » et autres balivernes ne changent en rien la nature de classe de la vieille société capitaliste pourrissante.

Le Premier ministre Chaban-Delmas a bel et bien déclaré le 9 septembre dernier : « Soyez-en certains, le cap est maintenu ».

Mais oui, le cap de l'exploitation de l'homme par l'homme est provisoirement maintenu : profits pour la petite poignée de capitalistes monopolistes, chômage, licenciements, bas salaires, misère accrue pour la classe ouvrière, pour le peuple de notre pays.

La crise économique du système capitaliste s'aggrave.

Aujourd'hui, l'armée de réserve des sans-travail atteint un chiffre supérieur à la période précédant mai-juin 1968. Depuis 25 ans, ce niveau n'avait pas été atteint, plus de 600 000 chômeurs. Ce sont essentiellement des jeunes, 540 000 qui, cette année, sont à la recherche de leur premier emploi.

A cette réalité, il faut ajouter les nombreux licenciements d'ouvriers, d'employés, etc., pour fermeture d'entreprise, pour compression de personnel en fonction de « prix compétitif » ou tout autre raison capitaliste.

Citons quelques cas relevés dans le courant de la semaine dernière : 126 ouvriers licenciés dans une usine de chaussures, filiale de l'entreprise allemande Servas à Merwiller-Pechelbronn dans le Bas-Rhin ; 115 licenciements d'employés aux laboratoires Médicoplast à La Mure dans l'Isère ; 1 000 licenciements au groupe pharmaceutique Roussel-UCLAF dans les usines de Romainville et de Saint-Denis dans la Seine-Saint-Denis ; 124 ouvriers licenciés à l'usine de Modane du trust Pechiney-Saint-Gobain ; 550 ouvriers licenciés à la fonderie Derenne à Bar-le-Duc dans la Meuse ; 410 licenciements aux Ets Celmans (ex-Schneider télévision) au Mans, (lors d'une manifestation, les 410 lettres de licenciements ont été brûlées), etc. 12 000 emplois supprimés en quatre ans dans les usines du trust sidérurgique Wendel-Sidelor situé à Knutange, Hayange, Hagondange en Moselle ; Homécourt, Micheville-Villerupt en Meurthe-et-Moselle.

Ainsi le capitalisme monopoliste organise le chômage.

Et pendant ce même temps, les capitalistes font de gros profits. Exemple : Rhône-Poulenc a vu ses profits augmenter de 41,7 % en 1970 par rapport à l'année précédente, Roussel-UCLAF + 28 %, et nous pourrions citer toute une liste de ces exploités dont les profits dans certains cas sont plus élevés comme les Chantiers de l'Atlantique + 501,8 %.

La loi économique fondamentale du capitalisme monopoliste est « LE MAXIMUM DE PROFIT ».

Les agents de la bourgeoisie infiltrés dans le mouvement ouvrier, ces commis ouvriers de la classe des capitalistes, recherchent sans cesse les tables rondes. Le dernier en date, c'est le révisionniste Séguy qui a déclaré à Lille le 30 octobre : « Le chômage n'est pas un fléau social inévitable ; il peut être valablement combattu ». Rien de plus, il nie la lutte de classe et propose au nom d'un « syndicalisme responsable et efficace » de « convoquer une conférence nationale tripartite : syndicats, gouvernement, patronat ». C'est vrai qu'il a de l'expérience avec ses amis réformistes — Grenelle, Tilsitt, etc. — pour trahir les intérêts de la classe ouvrière.

Se souvient-il qu'un « accord sur l'emploi » a été signé le 10 février 1969 (1) par le révisionniste Krasucky et les autres réformistes, qui n'empêche nullement les licenciements, le chômage comme nous l'avons expliqué en son temps.

Contre le chômage et les licenciements :

Intensifions la lutte CLASSE contre CLASSE !

40 heures TOUT DE SUITE SANS DIMINUTION DE SALAIRE !

LA RETRAITE A 60 ANS TOUT DE SUITE !

PREPARONS LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

Luc DACIER.

(1) Voir « Humanité-Rouge » n° spécial 1^{er} Mai 1969.

BORDEAUX :

La lutte des employés du trust SUMA continue

Depuis une semaine, la grève est totale dans les Suma (supermarchés) de l'agglomération. Les centaines de travailleurs ripostent à l'exploitation éhontée dont ils étaient l'objet. Contre les salaires de 700 F par mois (le S.M.I.C.), ils exigent :

— 200 F de plus pour tous par mois ;

— un treizième mois intégral.

Organisés dans l'unité à la base, syndiqués C.F.D.T. et non syndiqués ont constitué des comités de grève qui dirigent le mouvement et sont constamment responsables devant l'ensemble des travailleurs. Ceux-ci sont réellement maîtres de leur grève. Aussi la volonté de lutte ne s'affaiblit pas, au contraire.

Face à l'intransigeance patronale, les travailleurs renforcent leur mouvement et maintiennent intégralement leurs exigences.

Dès le début, un puissant effort d'information a été mené par les grévistes auprès des clients pour que ceux-ci ne brisent pas leur grève en

continuant d'acheter. Cette action a été un succès. Les Suma sont déserts malgré la présence des cadres qui tiennent les caisses.

Un large mouvement de solidarité se développe en même temps. Les collectes sont faites dans les entreprises, mais aussi dans les cités et les H.L.M. Avec une immense solidarité prolétarienne, les travailleurs reconnaissent la justesse du combat de leurs camarades de classe et quelques centaines de milliers de francs sont déjà venus soutenir les grévistes.

Malgré l'opposition sournoise de la C.G.T. qui considère cette grève comme « gauchiste », grévistes et travailleurs de Bordeaux, dans l'unité, continuent la lutte.

VIVE LA GREVE EXEMPLAIRE DES EMPLOYES DE SUMA !

VIVE L'UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

VIVE LES COMITES DE GREVE, ORGANISATION DU COMBAT DE CLASSE !

Correspondant H.-R.

E.D.F. :

Que les travailleurs prennent en main leurs revendications !

Le jeudi 28 octobre, des milliers de travailleurs de l'E.D.F. ont manifesté devant le siège de la direction générale, rue Louis Murat à Paris. Les ouvriers et les travailleurs en basses catégories des services de la distribution de « Paris électricité » et des centrales thermiques sont venus nombreux pour exprimer leur mécontentement.

Ceux des centrales thermiques de Vitry et d'Arrighi, dans la banlieue sud, avaient loué trois cars pour faire le déplacement alors que d'autres venaient par leurs propres moyens, passant outre l'avis du directeur comme quoi au moins un tiers du personnel ne devait pas quitter la centrale.

Les syndicats des services de transport, de l'équipement et les autres de l'immeuble « Wagram » à Paris n'ont même pas prévenu leurs syndiqués de la manifestation.

Ces deux exemples confirment une fois de plus la complète dégénérescence des syndicats révisionnistes dans des services où les cadres représentent 30 % du personnel tandis qu'en centrales thermiques où ils sont 4 % la presse pourrie des syndicats a du mal à convaincre les

ouvriers avec ses idées bourgeoises de collaboration de classes, de défense de la hiérarchie (pour le patron et son état-major ?), d'intérêt national et autres balivernes.

Ce qui est visible, c'est que les directions syndicales unies bradent nos revendications autour des tapis verts. Il nous faut passer maintenant de la manifestation ou de la pétition à la grève car seule l'épreuve de force et l'arrêt de la production fera fléchir les patrons et démasquera les manœuvres des bonzes. La lutte forgera la nouvelle avant-garde prolétarienne !

Unité à la base !

Unité dans l'action !

Imposons de véritables revendications à la place des 1 ou 2 % que marchandent les syndicats !

Luttons CLASSE contre CLASSE pour :

— le retour aux 40 heures, tout de suite !

— pas de salaire inférieur à 1 000 F !

A bas la honteuse hiérarchie capitaliste !

Un camarade de l'E.D.F.

Chantier naval de la Seyne :

LA DIRECTION ATTAQUE, LES SYNDICATS BAISSENT LES BRAS

L'effervescence règne dans le chantier parmi la masse des travailleurs et des employés qui réclament sans cesse de l'action pour l'aboutissement de certaines revendications dont la direction refuse l'application et menace la fermeture du chantier si des mouvements partiels devaient être provoqués avec des arrêts de travail. Cette semaine aussi il y a eu un arrêt de travail de deux heures avec la sortie en ville de tout le personnel. Le lendemain, une délégation syndicale s'est rendue au siège de la Fédération du patronat varois sans avoir obtenu le minimum résultat.

Les dirigeants tournent en rond car une action collective de masse les effraie et ils hésitent sur la voie à choisir. Tandis que ces hésitations persistent, la direction prend confiance et refuse toute discussion avec les représentants syndicaux. Cette situation pourra se prolonger pendant toute l'année sans aucun résultat tangible. Cependant jusqu'à présent, les dirigeants gardent la direction du mouvement sans appeler la masse à discuter et prendre la décision définitive. Notre point de vue sur ce mouvement, nous l'avons déjà donné : il faut mobiliser les masses et leur donner toutes possibilités de discuter et de prendre les délibérations adéquates pour obliger la direction à reculer dans son intransigeance et laisser du lest. Nous avons conseillé les travailleurs de choisir de nouveaux dirigeants syndicaux plus combattifs que ces réformistes intégrés dans le régime capitaliste et dans la collaboration de classe. Nous avons fini d'écrire ces commentaires quand la presse nous informe que les syndicats ont décidé de suspendre toutes actions revendicatives à partir de ce moment. Nous disons que les dirigeants actuels du mouvement syndical du chantier ont décrété la fin de l'action syndicale et par conséquent la mort du syndicalisme dans la localité. Le patronat n'avait pas besoin de mettre en pratique la menace de fermeture du chantier car il a obtenu la soumission complète et totale du mouvement syndical dans la personne de ses dirigeants opportunistes et collaborateurs, traîtres à la classe ouvrière, dont il faut souligner que, en première ligne, figurent ceux de la C.G.T. qui sont tous des membres du P. & C. > F.

UN BEAU SUCCES, VRAIMENT !

Sous le titre « Nantes-Batignolles : succès de la C.G.T. », l'Humanité publie les résultats des premières élections professionnelles organisées à Nantes - Batignolles depuis la grande grève du début de l'année.

Voyons ça d'un peu près :

Dans le premier collège — celui des ouvriers — la C.G.T. a obtenu 65,16 % des voix, ce qui correspond à une perte de 1,6 % des voix ouvrières antérieures.

Dans le second collège — celui des employés et des cadres —, elle a obtenu 49,25 % des voix, c'est-à-dire + 18,3 % par rapport aux élections précédentes.

La classe ouvrière appréciera à sa juste valeur ce « beau succès » dû au sabotage de la grève qui amène à un syndicat qui ose se prétendre ouvrier la confiance des employés et des cadres aux dépens de celle des ouvriers !

ENCORE UN CRIME DU CAPITAL

Aux Etablissements Fricaud à Martigny-le-Comte, en Saône-et-Loire, l'exploitation capitaliste vient de tuer un ouvrier.

L'ouvrier Marc Lerouge était en train d'installer la dernière pièce, devant terminer le pont roulant, lorsqu'il perdit l'équilibre et s'écrasa sur le sol de béton. Quelques minutes plus tard, cet ouvrier de 28 ans était victime de la féroce exploitation capitaliste.

Le capitalisme exploiteur s'entache chaque jour du sang des ouvriers pour accroître ses profits, bafouant ses modestes normes de sécurité, ses propres lois.

Le décret du 9 août 1925, article 49, stipule : « ... pour l'exécution des travaux de charpentes, des ceintures de sûreté avec cordages permettant de s'attacher à un point fixe seront mises à la disposition des ouvriers ».

Cela, les patrons n'en ont que faire car ils savent que la classe au pouvoir est la leur — celle des exploités —, et que les crimes qu'ils commettent en matière d'accident du travail sont impunis.

De plus en plus, les ouvriers doivent s'unir pour exiger de véritables conditions de sécurité et d'hygiène dans leur travail. Mais celles-ci ne seront réelles que lorsque la vieille machine d'Etat capitaliste aura été détruite par la révolution prolétarienne.

6^{ème} CONGRÈS DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

30 ANS DE LUTTES 30 ANS DE VICTOIRES!

Révolutionnarisation idéologique, c'est aujourd'hui un maître-mot en Albanie, on le voit immédiatement là-bas. Que signifie-t-il exactement ? On le découvre très vite au cours du séjour. Les camarades albanais le définissent ainsi : c'est la lutte incessante que l'on mène pour faire avancer la révolution socialiste, s'opposer à l'influence de l'idéologie bourgeoise et révisionniste, pour imposer en toutes choses le point de vue prolétarien. C'est là un problème primordial.

Il arrive que l'on demande quand a commencé cette révolutionnarisation. D'après la définition, il est évident qu'elle a commencé avec la Révolution elle-même. La lutte pour l'instauration et la construction du socialisme a été et est toujours une préoccupation permanente du Parti.

Par révolutionnarisation, on ne doit donc pas comprendre une nouvelle Révolution. Il faut bien comprendre

qu'il s'agit d'une étape plus poussée dans la Révolution.

Qu'est-ce qui distingue ce stade du précédent ? La période actuelle est une période de Révolution idéologique : on doit mener une lutte de front pour extirper toutes les idées bourgeoises et révisionnistes et tremper l'homme nouveau. Elle est dictée par la tragédie des pays révisionnistes comme l'U.R.S.S. Le Parti du Travail d'Albanie jet les autres partis marxistes-léninistes en ont tiré les leçons.

Cette lutte n'est pas spontanée, mais guidée par le Parti du prolétariat, sous la direction du camarade Enver Hoxha. Elle est impossible à mener de manière bureaucratique : ce sont en premier lieu les masses qui la font.

Tous les domaines sont touchés par la révolutionnarisation : Parti, pouvoir, émancipation de la femme, enseignement, art et culture, c'est-à-dire, en définitive, toute la vie.

POUR QUE LE PARTI SOIT TOUJOURS PLUS PROFONDEMENT CELUI DU PROLETARIAT

Le Parti prolétarien et le camarade Enver Hoxha accordent une grande importance à cette lutte permanente. Les révisionnistes ont commencé leur pourrissement au niveau du Parti. La pureté idéologique du Parti prolétarien est indispensable pour que l'on puisse résoudre tous les autres problèmes.

L'éducation politique et idéologique des communistes a une grande

importance ; elle se fait en combinant l'étude et les actions concrètes. L'étude du matériel du Parti se fait au niveau des différents organismes de base, sur des thèmes précis : lutte dans l'art et la littérature, travail manuel et intellectuel, contradiction entre ville et campagne, etc. Une grande importance est attachée à la liaison avec la pratique : si on parle de l'émancipation de la femme, on doit rendre compte de la façon dont on se comporte à ce sujet dans sa vie privée, pour que l'étude ne devienne pas coupée de la réalité, qu'on n'en arrive pas à : « Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais » !



Le dirigeant du Parti, le camarade Enver Hoxha, discutant avec des paysans, illustre bien la liaison du Parti avec les masses.

Le plus important n'est pas de

D'où la nécessité d'une liaison toujours plus étroite entre la théorie et la pratique.

Un autre aspect de cette lutte, c'est l'importance donnée à l'adhésion d'un nombre de plus en plus grand d'ouvriers au Parti prolétarien, et à leur élection à la direction du Parti et des autres organes. Il ne s'agit pas de empêcher l'adhésion des intellectuels, mais de donner la priorité à la classe ouvrière.

Pour que le Parti soit le Parti de la classe ouvrière, il doit non seulement en représenter les intérêts dans sa ligne politique, mais aussi y prendre racine concrètement, physiquement, en étant composée principalement par des ouvriers.



Chaque nouvelle victoire remportée par le Parti du prolétariat est une nouvelle victoire pour le peuple. (Sur notre photo, les masses acclament le Parti).

LA CLASSE OUVRIERE DOIT EXERCER SA DIRECTION ET SON CONTROLE EN TOUT

En Albanie, le contrôle ouvrier se fait de trois manières :

- Par le Parti prolétarien ;
- Par les organisations du pouvoir populaire ;
- Par contrôle direct.

Le Parti du prolétariat contrôle tout : le gouvernement, les organisations de masse, les écoles, etc.

Le contrôle du gouvernement est aussi un contrôle de la classe ouvrière puisque c'est elle qui a le pouvoir.

Mais ce contrôle, elle l'exerce aussi directement.

Par exemple : dans une entreprise, les Unions professionnelles (syndicat) désignent une commission chargée du contrôle de l'administration. La commission fait une enquête auprès de tous les travailleurs de l'entreprise, puis contrôle les administrateurs et la direction.

On provoque ensuite une grande réunion, où les administrateurs sont critiqués. Lors de cette réunion, on précise quelles seront les tâches de ces administrateurs, déterminées après le bilan des critiques et du contrôle effectué par la commission.

Au bout de deux à trois mois, on

« AVANT D'ÊTRE PROFESSEUR DU PEUPLE, IL FAUT ÊTRE SON ÉLÈVE »

Le camarade Enver Hoxha dit que la bureaucratie est comme un parasite qui ronge de l'intérieur : à l'extérieur le fruit semble sain, mais dès qu'il vente un peu, le fruit tombe à terre !

Lutter contre la bureaucratie, c'est veiller à l'établissement de liens toujours plus étroits entre les cadres et les masses.

Dans les conditions du socialisme — où il n'existe plus de propriété privée — le danger peut venir des gens en place qui chercheraient à profiter de leur situation pour en tirer des avantages personnels et réaliser d'autres buts que ceux de la collectivité.

Ces cadres doivent toujours être prolétariens et au service du peuple. Le camarade Enver Hoxha dit, à leur sujet, qu'« avant d'être professeur du

peuple, il faut être son élève ».

Autre exemple : lors d'un nouveau spectacle est monté, il y a une première théâtrale à laquelle sont invités des représentants des travailleurs. Ceux-ci observent, prennent note du positif et du négatif, et font des critiques et suggestions.

De la même façon, les travailleurs peuvent contrôler n'importe quel secteur (ministère, théâtre, école, etc.).

Car, puisque la classe ouvrière a le pouvoir et est maîtresse d'elle-même, elle doit sortir des entreprises et élargir son domaine de travail.

De même, il est nécessaire d'éduquer les masses pour les convaincre qu'elles ne doivent pas contrôler seulement ce qui est du domaine de l'organisation, mais aussi ce qui est idéologique, comme l'art et la culture, par exemple. C'est ce domaine, en effet, qui est le plus à la portée de l'influence bourgeoise et révisionniste. Le travailleur ne doit pas penser qu'il n'y connaît rien et le laisser de côté. Au contraire, il est indispensable qu'il exerce son contrôle là aussi.

On lutte aussi pour l'émancipation réelle de la femme qui, actuellement, fait des études et s'instruit librement

participe dans tous les domaines, dans des proportions toujours croissantes. Il est indispensable qu'elle participe activement à la direction politique et sociale du pays, en étant présente à tous les niveaux du Parti et du gouvernement.

N'oublions pas qu'avant la libération, la femme était véritablement esclave, dépendant totalement de son père, de son mari ou de son fils. Les filles étaient vendues à leur futur mari et le trousseau de mariage comprenait la corde avec laquelle le mari pouvait attacher sa femme !

Mais ces temps sont à jamais révolus. Dès la lutte de libération, 6 000 femmes ont participé directement à la résistance, des milliers d'autres l'ont aidée indirectement.

La famille participe à toutes les activités de la société et donc ne constitue pas un centre isolé de la société.

A l'intérieur de la famille socialiste, les différentes tâches se font par accord réciproque entre ses divers membres. Mais il peut arriver que l'organisation de masse, au niveau du quartier par exemple, critique des maris qui ne collaborent pas suffi-

marque aussi l'attention portée à cette lutte. Les administrateurs et le directeur de chaque entreprise sont nommés par les organes régionaux du Parti prolétarien, après consultation des autres organisations et des masses. Quand un directeur est nommé, il doit faire une autobiographie critique en exposant quels sont ses points faibles et ses défauts afin que les masses l'aident à se corriger.

Partout existe une direction unique, suivant le principe du centralisme démocratique : les ordres du directeur doivent être appliqués, mais en revanche le directeur doit consulter les travailleurs auxquels il doit rendre

compte régulièrement de son travail. Il est dirigé par une organisation du Parti et indissolublement lié aux unions professionnelles et à l'organisation de jeunesse.

Les travailleurs prennent part à la direction : avant de faire le plan quinquennal, la direction fait un projet et les masses prennent part à sa discussion. Elles participent aussi activement à l'émulation socialiste, à la recherche technique, aux innovations de toute sorte.

Enfin des travailleurs, par exemple des « travailleurs de choc » peuvent être élus aux postes de direction.



Le peuple est prêt à défendre la patrie socialiste, par les armes s'il en est besoin.

LUTTER DANS TOUS LES DOMAINES CONTRE TOUTE INFLUENCE ÉTRANGÈRE A LA MORALE COMMUNISTE

Le camarade Enver Hoxha dit que nous devons purifier notre conscience idéologique comme nous nous lavons la figure et nul ne peut se prétendre parfaitement propre.

C'est ainsi que des rapports corrects sont recherchés entre l'art et la littérature nationale et les arts étrangers de tradition progressiste, en donnant toutefois la priorité à la littérature et l'art nationaux.

De même on lutte inlassablement, mais patiemment, contre les mentalités et les préjugés religieux, pour que les masses soient réellement persuadées de la puissance de l'esprit humain.

On lutte aussi pour l'émancipation réelle de la femme qui, actuellement, fait des études et s'instruit librement

LA FAMILLE EST UNE CELLULE DE BASE DE LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

L'éducation de l'homme nouveau se fait :

- en famille,
- à l'école ou à l'entreprise,
- dans l'organisation de jeunesse,
- dans la société tout entière.

La famille participe à toutes les activités de la société et donc ne constitue pas un centre isolé de la société.

A l'intérieur de la famille socialiste, les différentes tâches se font par accord réciproque entre ses divers membres. Mais il peut arriver que l'organisation de masse, au niveau du quartier par exemple, critique des maris qui ne collaborent pas suffi-

A L'USINE TRACTORI

(Reportage réalisé sur place par des amis de l'Humanité Rouge) Construite avec l'aide chinoise, cette usine fabrique des pièces de rechange pour tracteurs. Elle a été inaugurée en 1966.

L'usine a 1 700 ouvriers, jeunes en majorité, avec 45 % de femmes. Ils travaillent en faisant les 3x8.

L'atelier de la forge est un exemple pour toute l'usine : il a reçu la médaille du Travail décernée par l'Assemblée Populaire, et lutte maintenant pour avoir le titre de « Atelier de qualité communiste ».

Un travailleur de choc de cet atelier a été élu secrétaire du Parti de l'atelier.

Dans cet atelier, les ouvriers travaillent 6 heures par jour, en raison des conditions plus pénibles de travail. Ils peuvent également tourner aux divers postes.

L'atelier de coulage en stéarine et paraffine n'existe pas quand on a créé l'usine. Il a été créé lors du mouvement de révolutionnarisation. On l'a créé en comptant uniquement sur les forces de l'usine. L'atelier fabrique des moules permettant la fabrication de petites pièces qui étaient autrefois importées à des prix très élevés. Cet atelier n'emploie pratiquement que des femmes. On peut constater sur les murs des panneaux incitant les travailleurs à éviter le gaspillage des matières premières (ce panneau compare le prix des matières premières utilisées dans l'atelier à celui de divers produits d'usage courant : beurre, lait, savon, etc.). Cet atelier est destiné à s'agrandir.

Dans l'atelier où se fait la trempe de l'acier se trouve un autre travailleur de choc n'ayant pas raté une seule pièce depuis qu'il est à son poste.

On tient compte des différences de condition de travail de diverses manières : Les ouvriers de la forge ont droit à des équipements spéciaux, à des vêtements gratuits, à des avantages en nature : lait, boissons, etc. Ils ont des salaires un peu supérieurs et ont droit à des vacances plus longues : — 21 jours pour un travailleur de force ; — 15 jours pour un ingénieur.

Les accidents du travail sont rares, car les machines sont sûres. Il y a une infirmerie et un médecin près de l'usine.

L'usine comporte une filiale de l'université.

La proportion de membres du Parti dans l'usine est de 15 à 20 %. Il y a des communistes dans chaque atelier. Des étudiants et des lycéens viennent faire leur stages à la production à l'usine Tractori, qui est jumelée avec une école secondaire (ou même plusieurs). Les étudiants sont encadrés par les ouvriers, dont ils sont les apprentis.

Jusqu'à la construction du combinat sidérurgique d'Elbasan, les matières premières provenaient de la récupération des déchets, ou étaient importées de Chine.

Exemples de « feuille-foudre » affichées sur le panneau spécial à l'entrée de l'usine :

- 1° Salut à un travailleur de choc.
- 2° Critique d'une équipe à l'équipe précédente qui n'a pas nettoyé les machines.

A l'entrée de l'usine se trouve un grand panneau saluant un travailleur de choc de l'usine élu député à l'Assemblée Populaire.

seule pièce depuis qu'il est à son poste.

On tient compte des différences de condition de travail de diverses manières :

Les ouvriers de la forge ont droit à des équipements spéciaux, à des vêtements gratuits, à des avantages en nature : lait, boissons, etc. Ils ont des salaires un peu supérieurs et ont droit à des vacances plus longues : — 21 jours pour un travailleur de force ; — 15 jours pour un ingénieur.

Les accidents du travail sont rares, car les machines sont sûres. Il y a une infirmerie et un médecin près de l'usine.

L'usine comporte une filiale de l'université.

La proportion de membres du Parti dans l'usine est de 15 à 20 %. Il y a des communistes dans chaque atelier. Des étudiants et des lycéens viennent faire leur stages à la production à l'usine Tractori, qui est jumelée avec une école secondaire (ou même plusieurs). Les étudiants sont encadrés par les ouvriers, dont ils sont les apprentis.

Jusqu'à la construction du combinat sidérurgique d'Elbasan, les matières premières provenaient de la récupération des déchets, ou étaient importées de Chine.

Exemples de « feuille-foudre » affichées sur le panneau spécial à l'entrée de l'usine :

- 1° Salut à un travailleur de choc.
- 2° Critique d'une équipe à l'équipe précédente qui n'a pas nettoyé les machines.

A l'entrée de l'usine se trouve un grand panneau saluant un travailleur de choc de l'usine élu député à l'Assemblée Populaire.

Message de l'Humanité Rouge

Au camarade Enver Hoxha, Au Comité Central du P.T.A., Aux membres du 6^e Congrès, Au peuple albanais,

Le Comité de rédaction de l'Humanité Rouge, journal communiste marxiste-léniniste de France, est heureux et fier à la veille du 30^e anniversaire du P.T.A., et à la veille de l'ouverture de son 6^e Congrès, de saluer chaleureusement les camarades albanais — pour les trente années de luttes et de victoires remportées depuis la création du Parti du Travail d'Albanie, et dont le 6^e Congrès est un élément capital vers de nouvelles victoires.

Le peuple albanais et tous les peuples frères dont le peuple français, avec à sa tête la classe ouvrière, considèrent ces trente années comme une grande victoire du prolétariat mondial. En effet, sous la direction clairvoyante de son grand dirigeant le camarade Enver Hoxha, le P.T.A. a su vaincre les hordes fascistes et nazies qui voulaient anéantir le peuple albanais. Il a su redonner à ce peuple héroïque des perspectives grandioses par la construction du socialisme, marchepied vers le communisme. Il a su diriger une lutte idéologique implacable contre les traîtres à la classe ouvrière. Il a été le premier à voir clair dans la ligne révisionniste des Khrouchtchev et autres renégats au socialisme et du communisme.

Dans le but de lutter efficacement contre le révisionnisme

moderne, il a su diriger la masse du peuple albanais dans la voie de la révolutionnarisation, pour créer un type d'homme nouveau.

Par là même, il a été à l'avant-garde des luttes, pour éclairer les autres peuples sur la voie à suivre. Il a su faire preuve par là, malgré toutes les difficultés, de son internationalisme prolétarien conséquent.

Nous saluons avec enthousiasme ce 30^e anniversaire et l'ouverture du 6^e Congrès du P.T.A. car ce sont de nouvelles perspectives de victoires encore plus éclatantes pour le socialisme qui s'ouvrent à cette occasion. Il ne fait aucun doute pour le peuple de France et sa classe ouvrière que les tâches grandioses prises par ce 6^e Congrès du P.T.A. seront réalisées entièrement et avant terme grâce à la mobilisation totale et consciente de toutes les masses travailleuses albanaises dirigées et inspirées par son glorieux Parti du Travail. C'est une conviction pour nous que l'Albanie socialiste restera rouge et qu'elle continuera à être pour nous marxistes-léninistes le phare du socialisme en Europe.

Vive le peuple albanais ! Vive l'amitié militante entre le peuple albanais et le peuple de France ! Vive l'internationalisme prolétarien ! Vive le glorieux Parti du Travail d'Albanie ! Vive son grand dirigeant, le camarade Enver Hoxha !

Marseille-Inter :

TITULARISATION IMMÉDIATE
DES AUXILIAIRES!

Marseille-Inter est le central téléphonique le plus important du Sud de la France. C'est une plaque tournante pour le trafic téléphonique manuel, international et communications spéciales.

Environ 700 téléphonistes y travaillent, dont l'immense majorité est auxiliaire. Les auxiliaires sont les parias de l'administration.

1° *A travail égal, salaire inégal.* Un auxiliaire gagne entre 900 F et 950 F par mois. Un agent d'exploitation faisant le même travail de téléphoniste gagne plus de 1 200 F par mois (six ans d'ancienneté à ce grade). Un auxiliaire âgé de moins de 18 ans et accomplissant les mêmes tâches gagne 801 F par mois.

2° *La hiérarchie.* Un chef de centre, véritable petit dictateur dans l'établissement, peut gagner avec l'ancienneté plus de 4 000 F par mois. Et vous pouvez croire qu'il ne se tue pas à la tâche. La prime de rendement annuelle qui leur est accordée n'est pas publiée officiellement. Sans compter appartement, chauffage, électricité gratuits, et divers autres avantages.

Un auxiliaire ne touche pas un sou de prime de rendement. C'est pourtant lui qui accomplit les tâches les plus ingrates.

3° *La sécurité de l'emploi.* Aucune sécurité de l'emploi. La mode du jour veut que l'administration fasse signer des contrats de six mois. C'est ainsi la menace permanente du licenciement. L'auxiliaire doit donner un préavis de huit jours en cas de démission. L'administration ne donne aucun préavis à l'expiration d'un contrat. Du jour au lendemain, c'est le chômage. Et, bien sûr, l'Etat patron

ne verse aucune indemnité pour licenciement.

Fin octobre, 25 licenciements d'auxiliaires. Sans motif valable, on leur a signifié qu'on n'avait plus besoin d'eux. Qu'ils aillent se démerder ailleurs.

Le trafic téléphonique étant soi-disant moins important qu'en été, l'administration voulant maintenir ses profits maximums restreint le personnel (alors qu'il en manque dans tous les services).

Que font les syndicats ? Les syndicats, C.G.T. en tête, prêchent la soumission par leur défaitisme. Leur renoncement au combat de peur de voir des luttes décisives s'engager, et d'être débordés par les masses. Leurs arguments, pour empêcher les luttes, sont :

— La situation n'est pas prête !
— Il faut donner des coups sans en prendre !
— On ne sait pas où cela nous mènerait !

Cette tactique les pousse à la passivité et les empêche de pousser à la lutte. Pour eux, les auxiliaires ne sont pas des cas défendables. Qu'ils passent des concours. Et ceux qui viendront ensuite se démerderont comme ils pourront. « Chacun pour soi et Dieu pour tous ».

Tout dans les activités syndicales prouve leur désintéressement des catégories les plus défavorisées.

Par exemple :
— « A travail égal, salaire égal ». Jamais un mot. (Et même plus, un syndiqué ayant proposé à deux reprises lors de la rédaction d'un tract ce mot d'ordre, se le vit supprimer.)

— La hiérarchie des salaires.

Selon la C.G.T., les cadres ont de hautes responsabilités, donc leurs salaires sont justifiés !!! (sans commentaire).

— Contre les licenciements d'auxiliaires. Ils s'élèvent contre les licenciements mais seulement en parole. Les 25 auxiliaires licenciés récemment en est un exemple flagrant. Ils prétendent qu'ils sont toujours pris en surprise par l'administration. Puis, ils avouent que la direction a toujours procédé ainsi. Ils jouent les naïfs. Et, bien sûr, pas question de grève. « La situation n'est pas prête ». Mais le travail d'une organisation syndicale vraiment soucieuse de luttes contre le capitalisme, n'est-elle pas comparable au travail du jardinier qui doit commencer par défricher son terrain, puis le préparer pour semer, pour pouvoir un jour récolter les fruits de son travail. Les directions syndicales actuelles seraient plutôt partisans de laisser tomber le terrain en friche.

Se fier à de tels syndicats, c'est faire le jeu du grand capital qui exploite les travailleurs aussi bien dans la fonction publique que dans le secteur privé.

Les auxiliaires doivent prendre en main leur propre défense. Ils doivent s'organiser à la base et dans l'action.

A travail égal, salaire égal !

A bas la hiérarchie capitaliste !

Titularisation des auxiliaires !

Ce sont des revendications justes. Mais pour les faire triompher, il faut comprendre que derrière l'administration des P.T.T., c'est le capitalisme qui dirige. C'est lui notre véritable ennemi.

A bas le capitalisme !

Correspondant H.-R.

XX^e SIECLE

OU MOYEN-AGE

M. le Comte de Saint-Jean-de-la-Cavalerie, près de Béziers, a embauché dernièrement du personnel, en majorité féminin, français et surtout espagnol, dans la région de Decazeville pour les vendanges. Sur le papier, tout y était : transport et logement assurés, paiement 30 F par jour de travail effectif. Pas de problème.

Vu la situation précaire de beaucoup de familles, nombreux furent ceux qui se présentèrent au car de ramassage. Mais une fois arrivés, ça n'était plus pareil ! Pour logement, une grange presque démolie, ouverte aux quatre vents, où les vendangeurs étaient contraints de coucher, avec une couverture d'armée pour deux personnes, en claquant des dents. Pour la nourriture... à chacun de se débrouiller ! Pour l'eau : deux petits lavabos collectifs pour hommes et femmes à la fois, avec eau froide seulement. Voyant cela, nombreux étaient ceux qui voulaient repartir, mais pas d'argent pour se payer le retour ! Travail dans les vignes de 7 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 17 heures sans interruption.

De temps en temps, le comte et sa famille viennent soit en Cadillac, soit à cheval, pour surveiller les vendangeurs. Avec les conditions de vie de plus en plus dures pour les ouvriers, ces crapules se croient tout permis, même de revenir plusieurs siècles en arrière.

Travailleurs, unissons-nous !

Osons lutter, osons vaincre !

Seul le socialisme, par la dictature du prolétariat, abolira définitivement l'exploitation de l'homme par l'homme.

Un Groupe
de Vendangeuses Communistes

DEUX POIDS,
DEUX MESURES...

Un délégué F.O. d'une usine de Nantes (1) vient d'être officiellement inculpé d'incitation au meurtre.

— Rien que ça ! — Pour propos tenus contre la direction et participation à une bagarre contre des jaunes pendant une grève. Voilà les faits, ni plus ni moins. C'est pour cela qu'on entend lui coller une peine pouvant aller jusqu'à la réclusion criminelle à perpétuité !

Et les patrons, eux, qui tuent tranquillement chaque année des milliers de travailleurs, que risquent-ils ? Rien. Ces véritables assassinats perpétrés de sang-froid que sont les « accidents du Travail » sont déclarés parfaitement légaux par la loi bourgeoise.

Et leurs sbires qui assassinent froidement les travailleurs, que leur arrive-t-il ? une discrète remise en liberté après quelques mois de prison au maximum, comme cela vient d'être le cas pour les tueurs de Puteaux.

Ces quelques faits pour nous rappeler, si c'était nécessaire, que dans ce régime pourri la Justice est au service du capital !

(1) L'UD FO de Nantes est composée principalement de militants anarcho-syndicaliste.

LE CAPITALISME C'EST LA POURRITURE

Depuis mai 1968, la bourgeoisie, pour essayer de dénaturer la lutte des éléments les plus combattifs de la classe ouvrière et des intellectuels progressistes, enfourche le cheval de bataille de la lutte contre la drogue.

Elle veut jeter le discrédit sur le mouvement révolutionnaire qui se développe, en qualifiant les révolutionnaires de « drogués », et de « délinquants », etc.

Mais comme dit le proverbe, « quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage ». L'arme de la bourgeoisie se retourne contre elle-même. Les champignons vénéreux ne se trouvent pas au sein du peuple, mais bien dans la classe capitaliste elle-même, pourriture de la société.

En témoignent les scandales financiers qui éclatent de plus en plus souvent ces derniers temps, telles les affaires de la Garantie Foncière, de la Société de Placements Pontet-Clouzène, du Patrimoine Foncier, qui révèlent non seulement l'ampleur de la crise économique dans laquelle se débat vainement la société capitaliste, mais également l'ampleur de la dégénérescence idéologique de la bourgeoisie.

Que nous révèlent les journaux bourgeois eux-mêmes ?

Un certain M. André Labay, Bruxellois d'origine, qui a été arrêté alors qu'il filait dans une voiture chargée de 106 kilos d'héroïne, se

trouve être un ancien mercenaire ayant combattu au Congo-Kinshasa; il a été P.D.G. d'une compagnie d'assurances de Bruxelles qu'il a mise en faillite après avoir empoché la misérable somme de 55 millions de francs français ! Il s'est établi actuellement à Haïti, où il vend des effigies du dictateur, du sanguinaire Duvalier.

Et que dire des relations de ce monsieur !

Les relations de ce monsieur sont des personnes « bien placées », comme le comte P. de La Rochefoucault, Mme Simone de Bresson — épouse du directeur général de l'O.R.T.F. et sœur de M. Rive-Henrys — ainsi que... M. le député U.D.R. Rive-Henrys lui-même, qui s'est fort honorablement distingué comme détournateur de fonds, voleur possédant la fonction honorifique de parlementaire bourgeois ! Et tout ce beau monde marche la main dans la main solidairement avec l'appui d'une « justice » qui condamne des vrais criminels, trafiquants de drogue et des voleurs des millions de francs empochés sur le dos du peuple travailleur, à de simples amendes, alors qu'elle met en prison des ouvriers, étudiants, paysans, sous l'inculpation, fabriquée de toute pièce, d'injures et de violences à agent !

Il n'est pas étonnant que lors-

qu'éclatent ne tels « scandales », il ne soit question que de banquiers, de parlementaires, de députés, de P.D.G., des directeurs des principales institutions du pays ; jamais l'ouvrier qui gagne avec peine jour après jour son pain, n'est impliqué dans de telles affaires. Et pour cause ! C'est au sein même de tous ces gros bonnets, ces messieurs qui nous gouvernent, en bref, l'Etat, qu'ont lieu ces affaires. Car cette vermine qui ronge la société, ce sont les capitalistes eux-mêmes. Aujourd'hui, la crise du capitalisme s'approfondit, les luttes augmentent. L'Etat se fascise, et des fractions rivales de la bourgeoisie commencent à lutter entre elles. Voilà pourquoi ce que cachait jusqu'à présent l'entente et l'unité de la bourgeoisie est mis à nu.

Le vent que sème la bourgeoisie lui fera récolter la tempête de la révolution.

Les crimes, les vols, les injustices commises jour après jour par les exploités qui actuellement dirigent notre pays et asservissent le peuple, prendront fin lorsque la classe ouvrière française, les armes à la main, dirigée par son avant-garde, conduira le peuple de France vers la liberté, la justice, le socialisme.

Vive la lutte de la classe ouvrière !

Demain le socialisme et la dictature du prolétariat !

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN		TIRANA	
Heures de Paris	Longueurs d'onde en m	Heures de Paris	Longueurs d'ondes en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	6 h	
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	16 h	
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;	17 h	sur 31 et 42 m ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.	19 h	
		21 h	
		22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
		23 h 30	sur 31 et 41 m.

BREJNEV A PARIS : LE BRUIT DES ARMES DERRIERE LES PAROLES DE PAIX

La presse soviétique et *L'Humanité* ont eu beau accorder leurs violons pour célébrer en termes lyriques « l'accueil triomphal réservé par Paris », le fait est certain : c'est au milieu de la plus parfaite indifférence populaire que s'est déroulée la récente visite de Brejnev.

Et pourtant ! Le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau, le drapeau de la révolution d'Octobre et du pays des soviets flottant sur la capitale, n'était-ce pas là un événement qui aurait dû soulever de joie et de fierté la classe ouvrière et le peuple tout entier ?

S'il n'en a rien été, c'est que, clairement ou confusément encore, la grande masse des exploités de notre pays s'aperçoit bien qu'il n'y a plus rien de commun entre la grande révolution d'Octobre, qui a montré aux exploités du monde entier le chemin de leur libération, et les imposteurs actuels du Kremlin qui osent se prétendre ses héritiers.

DES INTERETS DE GRANDE PUISSANCE IMPERIALISTE

C'est en effet en chef d'un Etat qui, sur le plan intérieur, travaille activement à la restauration du capitalisme et, sur le plan international, manœuvre selon ses intérêts de grande puissance, que Brejnev s'est rendu à Paris.

Il le démontre bien par la façon dont il y a célébré la « coopération politique franco-soviétique... devenue d'ores et déjà un des facteurs les plus importants de la vie internationale. Ceci est tout à fait naturel vu le rôle que nos deux pays jouent dans les affaires mondiales... » !

Le type d'accords passés avec le gouvernement français en est une nouvelle preuve. Ce sont des usines entières, telle l'usine de moteurs

Diesel pour le complexe de la Kama, conçues pour leur rentabilité maximum (entendez : pour l'exploitation maximum des ouvriers...), que les capitalistes français vont exporter en U.R.S.S. C'est aux chaînes, aux cadences, à la hiérarchie des exploités du peuple de France que vont être soumis les ouvriers soviétiques déjà exploités par la nouvelle bour-

« La vie a confirmé la justesse de nos vues communes. Il devient de plus en plus évident que la conférence pan-européenne, avec la participation des Etats-Unis d'Amérique et du Canada, eux aussi, promet d'être une action d'envergure appelée à assurer aux peuples d'Europe des conditions de vie tranquille et de travail pacifique. »



Mars 69 : les pêcheurs chinois ne se laissent pas intimider par les chars russes qui les ont assaillis.

geoisie d'U.R.S.S. Et c'est de cette « coopération » que Brejnev ose dire qu'elle « reflète les intérêts du peuple français et du peuple soviétique » !

LA « SECURITE » DES OPPRESSEURS

C'est la même honteuse duperie qui se cache sous les affirmations mielleuses d'une recherche de la sécurité européenne. C'est encore le chef de la clique révisionniste qui s'exprime ainsi :

Ainsi l'impérialisme U.S. est cordialement invité à s'asseoir à la table de ceux qui entendent décider du sort de l'Europe par-dessus la tête des peuples concernés ! Histoire évidemment, pour le social-impérialisme soviétique, de lui demander de rendre la politesse quand il entendra décider du sort de l'Asie ou de l'Afrique ou du Proche-Orient ! Ce que cachent les vertueuses protestations sur la nécessité de « dissoudre les blocs », c'est la volonté des

dirigeants du Kremlin de maintenir le statu quo dans le monde, le partage du monde entre les super-grands.

La prétendue Conférence de sécurité européenne qui soulève l'enthousiasme de Nixon, Brejnev, Pompidou et Brandt ne vise qu'un seul but : maintenir les privilèges, les garnisons, les grandes manœuvres, des deux super-puissances impérialistes rivales qui veulent faire la loi en Europe et s'opposer au mouvement irrésistible des peuples révolutionnaires qui entendent se débarrasser de leur tutelle.

LES PEUPLES EUROPEENS SUIVRONT LA VOIE TRACEE PAR L'INFLEXIBLE ALBANIE ROUGE

Les révisionnistes soviétiques entendent ainsi tenir en laisse les peuples européens, de concert avec leur compère américain, pour mieux diriger leurs menées agressives contre la grande Chine Populaire dont l'audience grandissante auprès des peuples du monde, les affole.

Dans ce but, ils sont prêts à vendre les intérêts des peuples européens. D'ailleurs, l'escale du retour de Brejnev à Berlin-Est a eu pour but d'« inviter » les dirigeants de la R.D.A. à se montrer « coopératifs » avec l'Allemagne revancharde de Willy Brandt... au mépris des intérêts du peuple allemand.

Mais tous ces complots seront déjoués. Suivant le magnifique exemple de l'indomptable Albanie, les peuples européens sauront inévitablement préserver leur indépendance nationale contre les visées des impérialistes américains et de leurs acolytes, les révisionnistes soviétiques.

LE MIRAGE DE FOS

Quand on parle du retard économique croissant des régions méridionales, l'Etat des monopoles répond : « Et le complexe sidérurgique de Fos ? Qu'en faites-vous ? »

Et ses porte-paroles, de nous vanter cette « grandiose réalisation », qui « donnera du travail à des milliers d'ouvriers et de cadres », et impulsera le développement de tout le Sud-Est, etc.

Les capitalistes ne sont pas des philanthropes.

En fait, les monopoles n'ont choisi le site de Fos qu'en raison des facilités offertes par la zone du golfe de Fos :

— situation au débouché du Rhône, au bord d'un golfe profond et abrité, un terrain presque désert dans l'arrière pays ;

— sol à 6 F le mètre carré, tout équipé ;

— fond de sol résistant, rendant la construction aisée ;

— énergie à portée de câbles ou d'oléoducs (barrages de la Durance, Gardanne, Berre, etc.).

De Wendel-Sidelor, Ugine-Kuhlmann, Sollac, Creusot-Loire, Air Liquide, Naphtachimie, Dassault, voilà quelques-uns des trusts qui participent à la réalisation de ce « Brasilia technique », dixit M. le Préfet régional.

Mais l'implantation des cités ouvrières a été prévue, non dans les zones abritées du mistral, mais dans les étendues plates où le vent se déchaîne. Question de prix de revient. Et tant pis pour les futurs habitants.

Rien de prévu, pratiquement, ni pour la protection des forêts environnantes, promises ainsi à une destruction rapide, ni pour la surveil-

lance de l'application des mesures anti-pollution (déjà très insuffisantes).

Les ordures ? Les eaux usées ? Rien de prévu ! Marseille entasse actuellement ses « gadoues » dans la Crau, à 20 km au nord de Fos. Toute la zone de Miramas à Arles va-t-elle devenir une gigantesque décharge publique de 30 km de long ?

En tout cas, il n'existe actuellement, à notre connaissance, aucun projet d'usine de traitement des ordures ! Pas « rentable » !

Rien de prévu non plus pour les hôpitaux publics. Il est vrai que les requins des cliniques privées auront carte blanche.

Enfin, signalons que la S.N.C.F. a refusé catégoriquement d'envisager la construction d'une nouvelle ligne pour desservir la future agglomération.

Or, la ligne existante, qui passe par Port-de-Bouc et Istres, est déjà saturée avec le trafic actuel, et absolument inadéquate pour faire face à une amélioration de la desserte « voyageurs ».

N'importe ! Les gens sont là pour bosser et non pour se balader !

Le mensonge des « emplois nouveaux » pour les Provençaux.

Les « complexes au bord de l'eau », tarte à la crème du capitalisme, sont une conséquence directe de l'exploitation néo-colonialiste des ex-colonies d'Afrique.

Les matières premières sont obtenues à vil prix par les monopoles français, grâce à la complicité chèrement rétribuée de gouvernements fantoches qui maintiennent à coups de fusil les travailleurs africains dans le « droit chemin » (le cas échéant avec l'aide de l'armée française, partout présente).

Cela, nous le savions déjà.

Mais voyons d'un peu plus près cette affirmation selon laquelle « des milliers d'emplois seront créés pour les Provençaux ».

Compte tenu du sous-développement industriel et technique organisé du Sud-Est provençal (rappelons que Coder, la plus grosse boîte de la métallurgie marseillaise, — d'ailleurs sur le point de fermer, — n'a jamais dépassé 4 000 ouvriers !), la main-d'œuvre qualifiée de la métallurgie et de la sidérurgie est rare en Provence.

Les emplois non qualifiés, — qui seront de loin les plus nombreux, — seront tenus par des travailleurs immigrés.

Déracinés, menacés d'expulsion, handicapés au départ par la « barrière » de la langue, les patrons voient en eux une main-d'œuvre exploitable à merci. (Gageons qu'ils déchanteront vite !)

Conclusion : les cadres viendront du Nord et de l'Est, et les ouvriers non qualifiés du Portugal, d'Espagne, de Yougoslavie, des trois pays d'Afrique du Nord, de Grèce et même de Turquie (1 000 Turcs doivent être sur place dès la fin 1972).

Donc aucun emploi pour la main-d'œuvre locale !

Quant à l'emploi féminin, n'en parlons pas. Rien n'est prévu pour l'emploi féminin...

On prévoit déjà des ghettos !

Pour recevoir ces immigrés, rien n'avait été envisagé, jusqu'à tout récemment.

En effet, élections obligent ! Toute allusion à ce problème aurait montré aux populations locales que les « milliers d'emplois » promis n'étaient pas pour eux, ce qui aurait été inopportun.

Mais maintenant, passons aux choses sérieuses ! Deux zones de baraquements pour travailleurs immigrés viennent d'être prévues.

L'une d'elles sera enclavée dans le terrain concédé à Solmer (filiale de Sollac), ce qui permettra aux sbires de ce trust de contrôler chaque fait et geste des travailleurs ainsi « logés », d'interdire les réunions, la diffusion de journaux « subversifs », etc.

Cette politique est voulue par les capitalistes qui, en isolant au maximum les travailleurs immigrés, espèrent rendre plus difficiles leurs luttes aux côtés de leurs frères français. Elle est voulue aussi par les élus locaux réactionnaires. Ainsi, le maire de Fos déclarait récemment, (à la surprise d'interlocuteurs pourtant peu sensibles) que les Portugais devaient être installés plus loin (de la ville) que les Algériens, « parce qu'on ne les reconnaît pas, eux. Ils nous prendraient nos filles sans qu'on s'en rende compte ». Sans commentaires !

Mais les travailleurs français et immigrés savent qu'ils ne forment qu'une seule classe, la classe ouvrière qui sera la fossoyeuse du capitalisme, quelles que soient les ruses de ce dernier pour retarder son effondrement.

Le socialisme libérera les travailleurs du Midi, français et immigrés, comme ceux de tout le pays, du capitalisme exploiteur.

Dans le Midi, comme partout ailleurs, les travailleurs des villes et des campagnes s'uniront pour lutter contre le capitalisme exploiteur et le vaincre pour toujours.

Correspondant H.-R.

LE PARTI "COMMUNISTE" FRANÇAIS ET LA LUTTE DU PEUPLE ALGÉRIEN POUR SON INDÉPENDANCE NATIONALE

Nous commençons aujourd'hui la publication de certains passages d'une étude préparée depuis plusieurs années par Jacques Jurquet dans le but de démasquer le rôle contre-révolutionnaire du révisionnisme moderne dans le domaine des luttes anticolonialistes. Beaucoup d'éléments ont déjà été portés au dossier de cette importante question, mais, avec notre camarade, nous pensons qu'il y a encore beaucoup de choses à dire et, pour les exprimer et les révéler, nous choisissons délibérément le moment où la grande presse bourgeoise soutient un effort de mystification réactionnaire sans précédent à propos de la guerre d'Algérie avec pour support la revue « Historia ».

L'Humanité Rouge

En 1914, les partis sociaux-démocrates ont trahi le marxisme en collaborant avec les bourgeoisies réactionnaires de leurs pays respectifs engagées dans une guerre impérialiste. A l'exception du Parti dirigé par Lénine en Russie, tous les partis de la II^e Internationale se laissèrent dominer par le chauvinisme nationaliste et appelèrent les prolétaires européens à s'entre-tuer pour la sauvegarde des privilèges et intérêts capitalistes. En France, le Parti socialiste unifié accepta en outre que soient engagés dans la boucherie des centaines de milliers de soldats « coloniaux », recrutés de force en Afrique du Nord ou en Afrique Noire. La révolution bolchevique d'Octobre 1917 mit en lumière le rôle contre-révolutionnaire des partis de la II^e Internationale, imposa le constat de leur faillite au regard de l'histoire du mouvement ouvrier, fonda les positions idéologiques et politiques de la III^e Internationale, précipita la naissance des partis communistes ayant pour raison d'être de conduire

les peuples à la révolution prolétarienne.

Un phénomène de dégénérescence du même ordre devait atteindre le Parti communiste français dès avant la seconde guerre mondiale comme après 1945 : ses dirigeants et plus particulièrement Maurice Thorez l'ont conduit à un soutien objectif des intérêts de la bourgeoisie française dans les pays dominés par son expansion colonialiste. En trahissant (volontairement ou non, la question n'est pas là) le principe marxiste et léniniste de l'internationalisme prolétarien au détriment des luttes pour l'indépendance nationale des peuples des colonies, les dirigeants révisionnistes du Parti né à Tours en 1920 ont perverti sa fonction historique et l'ont peu à peu transformé en un nouveau parti social-démocrate contre-révolutionnaire. En atteste avec éclat l'attitude du Parti communiste français vis-à-vis des luttes et de la guerre de libération nationale menées par le peuple algérien contre le colonialisme français.

Pour appartenir à l'Internationale communiste, la section française avait dû accepter les 21 conditions élaborées à Moscou en 1920 en guise de préalable à l'admission dans la III^e Internationale dirigée par Lénine.

Deux de ces conditions devaient permettre une application juste et efficace de l'internationalisme prolétarien vis-à-vis des peuples écrasés par le talon de fer du colonialisme.

La quatrième condition disait : « Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes. Là où la propagande ouverte est difficile par suite des lois d'exception, elle doit être menée illégalement ; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la III^e Internationale. »

La huitième condition exigeait : « Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles, mais, en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole

une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. »

Créé pour mener la lutte de classes au sein d'une société capitaliste caractérisée par la contradiction fondamentale et antagonique entre bourgeoisie et prolétariat, le Parti communiste français connu dans ses propres rangs le reflet inévitable de cette contradiction. On ne pourrait comprendre son histoire sans une prise en considération dialectique de la lutte acharnée que se livrèrent longtemps en son sein l'idéologie prolétarienne et l'idéologie bourgeoise. Jusqu'à sa dégénérescence définitive sous le signe du révisionnisme moderne, le Parti communiste français a une histoire au cours de laquelle se succèdent succès et défaites de la ligne politique prolétarienne. Concernant ses positions vis-à-vis de la question coloniale, l'Algérie occupe une position spécifique marquée par des périodes nettement distinctes.

1^o De 1920 à 1924, la politique du jeune Parti ne parvient pas à respecter les engagements pris à Tours par l'acceptation de la huitième condition.

2^o De 1925 au Front Populaire, le Parti, non sans parfois quelques errements, suit une ligne globalement juste et conforme au léninisme.

3^o A partir de 1935, la politique du Parti communiste français vis-à-vis de l'Algérie s'écarte de plus en plus de la ligne prolétarienne juste et constitue un soutien objectif à la bourgeoisie colonialiste française. Bien entendu, cette longue période comporte elle-même différentes étapes que nous nous efforcerons de discerner.

Mais au préalable, et pour ne rien négliger du développement matérialiste, historique et dialectique de la question abordée, il est intéressant de rappeler sommairement quels étaient, au sein du mouvement ouvrier avant la naissance du Parti communiste français, les principaux courants de pensée concernant la politique coloniale de la bourgeoisie.

A l'époque où commençait la conquête coloniale de l'Algérie, Karl Marx n'était encore qu'un enfant et c'est moins de dix ans avant sa mort que Lénine, dans un article écrit en 1915, fixe le début de la période au cours de laquelle vont s'affronter dans des oppositions forcées les oppresseurs et exploités des peuples coloniaux (1).

La « Ligue des Communistes » (association ouvrière internationale) naquit en novembre 1847. Chargés de rédiger son programme « à la fois théorique et pratique », Marx et Engels rédigèrent le *Manifeste du Parti communiste* qui fut publié en février 1848. Dans ce document fondamental auquel allaient se référer successivement les associations internationales ouvrières et, de nos jours, le mouvement communiste international, seules quelques lignes concernaient la question coloniale. La modestie de ce passage se comprend aisément si l'on retient qu'en 1847-1848 l'impérialisme n'avait pas atteint son apogée ; il était encore à son stade concurrentiel avant de parvenir vers la fin du siècle à son stade monopoliste. La conquête colonialiste de l'Algérie n'était

encore que toute récente et celle de l'Indochine n'était pas encore commencée. La bourgeoisie française avait, certes, déjà entrepris ses méfaits et dispensé ses crimes de par le monde, mais ces exactions demeuraient largement méconnues des habitants de l'Europe. Aussi lorsque le *Manifeste* aborde la question, ses considérations concernent la naissance de la « société bourgeoise moderne » :

« ... La découverte de l'Amérique, la circum-navigaison de l'Afrique offrent à la bourgeoisie naissante un nouveau champ d'action. Les marchés des Indes orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, la multiplication des moyens d'échange, et, en général, des marchandises, donnent un essor jusqu'alors inconnu au négoce, à la navigation, à l'industrie et assurément, en conséquence, un développement rapide à l'élément révolutionnaire de la société féodale en dissolution... »

L'apport de Marx à la dénonciation de l'exploitation et de l'oppression coloniales n'occupe dans son œuvre qu'une place relativement modeste et doit être compris comme élément particulier de son exposé des structures et du fonctionnement du capital. Mais sans cet apport, la tâche de Lénine eut-elle été possible, qui consista à élaborer les principes de l'anticolonialisme et de l'internationalisme prolétarien en un temps où le phénomène du colonialisme (2) avait atteint son plein développement ?

Au cours de la seconde partie de leurs vies, Marx et Engels abordèrent les questions coloniales de manière plus approfondie, mais toujours dans l'esprit déjà indiqué. Aujourd'hui, on leur attribue volontiers le fameux précepte, devenu un principe fondamental du marxisme-léninisme : « Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre. »

En fait, formulée de la sorte, cette phrase est due à Lénine, qui pour la première fois en étendit la portée à la question des colonies dans son texte « *Le socialisme et la guerre* » datant de juillet-août 1915.

Marx avait écrit dans une circulaire du Conseil général de l'Internationale en date du 16 janvier 1870 : « Le peuple qui opprime un autre peuple se forge lui-même ses chaînes. » Mais il s'agissait alors que de réfuter des accusations bakounistes, en expliquant le rôle de l'Association internationale des travailleurs opposée à l'oppression du peuple irlandais par l'Angleterre, « métropole du capital ».

Lénine enrichit donc cette attitude en écrivant :

« ... Les socialistes ne peuvent atteindre leur but sans lutter contre tout asservissement des nations. Aussi doivent-ils exiger absolument que les partis social-démocrates des pays oppresseurs (des « GRANDES » puissances notamment) reconnaissent et défendent le droit des nations

OPPRIMÉES à disposer d'elles-mêmes, et cela au sens politique du mot, c'est-à-dire le droit à la séparation politique. Le socialiste appartenant à une puissance impérialiste ou à une nation possédant des COLONIES (souligné par nous — J.J.) et qui ne défendrait pas ce droit, serait un chauvin... »

« L'époque de l'impérialisme est celle de l'oppression croissante des nations du monde entier par une poignée de « GRANDES » puissances ; aussi la lutte pour la révolution internationale socialiste contre l'impérialisme est-elle impossible sans la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. « Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre » (Marx et Engels). Ne peut être socialiste un prolétariat qui prend son parti de la moindre violence exercée par « SA » nation à l'encontre d'autres nations. »

(A suivre.)

VIVE L'IMMORTELLE COMMUNE DE PARIS !

Discours prononcé par Jacques Jurquet au Meeting de Célébration Internationale du Centenaire de la Commune de Paris organisé le 30 avril 1971 à Paris par l'hebdomadaire « L'Humanité Rouge ».

L'exemplaire : 1 F

+ 0,65 F de frais de port, en règlement à notre C.C.P. n° 3022672 - La Source, ou en timbres-poste